

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: 138 (1993)
Heft: 6-7

Artikel: Après le démembrement de l'Empire soviétique, difficile adaptation des esprits en Occident
Autor: Brunner, Dominique
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345312>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Après le démantèlement de l'Empire soviétique, difficile adaptation des esprits en Occident

Par le colonel EMG Dominique Brunner

Une fois de plus, on constate que la classe politique en Occident éprouve des difficultés à saisir ce que représente le démantèlement de l'Empire soviétique et à en tirer les conclusions que commande le bon sens. L'effondrement de l'URSS et la disparition des régimes socialistes qu'elle avait installés en Europe de l'Est troublent les esprits, d'autant plus que tout s'est passé de façon précipitée et que le bouleversement politique et stratégique qui en est la conséquence a mis fin, sans avertissement, à une période de quarante ans de confrontation, mais aussi de stabilité dans les relations Est-Ouest.

Ces difficultés ne présentent pas seulement un intérêt en quelque sorte académique. On ne saurait laisser le soin de percevoir et de comprendre les conséquences de ce qui s'est produit aux scientifiques, aux historiens et aux politologues afin que, dans plusieurs années, ils nous soumettent leurs conclusions. Il nous faut comprendre dès maintenant, afin de pouvoir concevoir les mesures indispensables pour maîtriser la situation. Deux exemples illustrent ce qui peut arriver

quand on ne procède pas de cette manière.

Appréciations erronées de la politique de Gorbatchev

L'effondrement soudain de l'Union soviétique est essentiellement imputable à la politique de l'ancien président Gorbatchev, notamment ses demi-mesures et son programme plein de contradictions, appelé «perestroïka».

Les dirigeants des pays de l'Ouest craignaient un effondrement de la «superpuissance» soviétique. C'est pourquoi, jusqu'au bout, ils plaçaient leurs espoirs en Gorbatchev, mettant à sa disposition des milliards, cela sans grands bénéfices ni pour le peuple, ni pour l'économie. Il y avait de bonnes raisons de vouloir empêcher l'effondrement de l'Empire, en particulier le souci qu'inspirait l'énorme puissance militaire de cet Etat «aux pieds d'argile».

En soutenant Gorbatchev, on contribuait pourtant à accélérer le processus de dissolution que l'on enten-

dait éviter. En Occident, on a agi comme si l'on avait voulu la disparition de l'Union soviétique. Or, on n'avait pour but que de contribuer à ce que la politique de Moscou soit plus «civilisée», qu'elle abandonne toute velléité d'expansion et qu'elle accepte les règles du jeu qui président aux relations inter-étatiques des pays occidentaux. La politique occidentale, comme celle de Gorbatchev, a amené ce qu'elle ne voulait pas. Celui-ci voulait revitaliser le système socialiste soviétique, lui donner un visage humain, mais certainement pas le liquider; l'Occident n'avait nullement l'intention de contraindre le rival et ennemi potentiel de l'après-guerre à capituler.

La Yougoslavie constitue l'autre exemple. On n'a pas prévu les conséquences de la paralysie, puis de la disparition de la puissance soviétique, dont la présence et la politique avaient étouffé jusqu'alors les revendications particularistes, neutralisé les tensions nationalistes ou ethniques, empêché la réapparition en force de l'«histoire». Lorsque se déclara la crise yougoslave, la politique européenne,



Malgré tous les problèmes que connaît la Russie de Boris Eltsine, la Fédération dispose encore d'un énorme potentiel militaire.

celle de la Communauté européenne en particulier, méconnaissait et sous-estimait la volonté de nations slaves et de cultures diverses d'obtenir par tous les moyens leur reconnaissance et leur indépendance.

Quand une politique repose sur une appréciation erronée de la situation et qu'elle s'inspire de principes faux (de bonnes paroles pourraient-elles empêcher des gens déterminés d'agir à leur guise pour atteindre leurs buts?), le résultat ne peut être que négatif.

L'implosion de l'Union soviétique, un cas unique

Le phénomène principal auquel la politique de sécurité européenne et occidentale se trouve confrontée

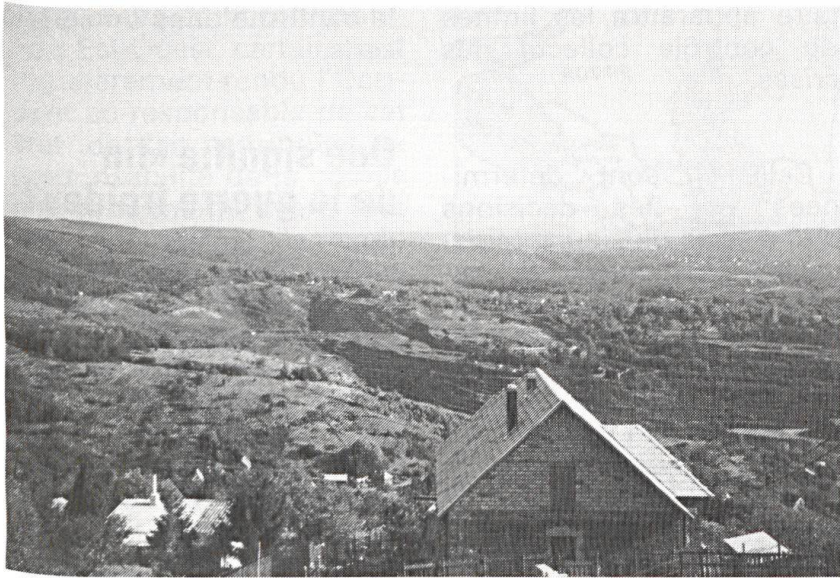
est la dissolution de la puissance soviétique, sans qu'un coup de feu n'ait été tiré (ce n'est qu'après qu'il y a eu recours aux armes). L'évolution dans l'aire de l'ancienne Union soviétique revêt le plus grand intérêt, d'autant plus que les choses n'ont pas fondamentalement changé dans l'autre région stratégiquement importante pour l'Europe, l'Afrique du Nord, le Proche et le Moyen Orient, plus généralement la «ceinture islamique».

Ce qui se passe dans l'ancienne Union soviétique importe avant tout, parce que d'immenses quantités d'armes y subsistent, qu'il y a un grand nombre de chefs militaires et de troupes entraînées, des formations organisées et équipées, des millions de réservistes. La plus grande partie du personnel politique et administratif du régime précédent est resté aux le-

viers de commande, en Russie et en Ukraine, centres de la puissance tsariste et soviétique. Ces circonstances particulières doivent être prises en compte dans toute appréciation de l'évolution future de la zone euroasiatique.

Dans l'histoire récente, aucune grande puissance impériale, dotée d'un régime autoritaire, n'a disparu sans guerre! La Première Guerre mondiale entraîna la disparition de l'Empire ottoman, détruisit les Empires autrichien et russe; elle portait en elle la déchéance future des empires coloniaux, tant britanniques que français. La dictature hitlérienne sombra sous les tapis de bombes alliées et les coups de leurs forces terrestres. Quant à l'Empire nippon, il se retira sur ses îles et se voua à des activités pacifiques, après avoir été militairement battu et mis moralement à genou par les deux explosions nucléaires des 6 et 9 août 1945.

Ce principe ne s'applique pas au démembrement de la puissance soviétique, laquelle constituait il y a dix ans une menace militaire toujours plus sérieuse, qui forçait l'OTAN à renforcer sa défense et qui faisait apparaître une «finlandisation» de l'Europe occidentale comme une possibilité réelle. A cette époque, la question de l'équipement de l'OTAN en fusées nucléaires à moyenne portée était d'une actualité brûlante, vu les efforts d'armement entrepris en URSS, sans justification ni nécessi-



Réhabilitation d'une mine de charbon à ciel ouvert à Pecs en Hongrie. Avant le changement de régime, une mine d'uranium était aussi exploitée dans la région (Photo H. W.).

té aucune, dès le milieu des années 1970. Moscou détenait, depuis plus d'une décennie, le quasi monopole d'un tel système d'arme.

Cette période apparaît comme le point culminant des efforts des Soviétiques visant à s'assurer une supériorité militaire, particulièrement nucléaire, qui les aurait rendus capables de soumettre l'Europe à des pressions graves. Le rôle assumé par la propagande soviétique dans la mobilisation de l'opinion, surtout en Allemagne, contre les mesures défensives projetées par l'OTAN fait partie de ces efforts.

L'Union soviétique commença à vaciller, puis s'effondra, alors qu'elle avait atteint l'apogée de sa puissance militaire. Certes, l'Empire reposait depuis quelque temps sur des bases fragiles; la durée

de vue militaire s'est effondrée sans guerre. Voilà ce qui pose aujourd'hui problème.

C'est par une défaite «non violente» que se terminait l'épreuve de force engagée depuis 1945 par le socialisme soviétique contre les Etats démocratiques. Ce qui rendait redoutable la guerre indirecte qu'il menait au niveau de la propagande et de l'idéologie, la puissance militaire, n'a pas disparu. Aucun traité de paix, dicté par le vainqueur, n'a fixé l'ampleur des forces armées de l'ancienne URSS. Par des accords conclus entre partenaires égaux, on a défini les forces conventionnelles entre l'Atlantique et l'Oural, des plafonds identiques pour les armes nucléaires à portée stratégique.

La masse du personnel politique et administratif n'a été ni écartée, ni arrêtée, ni épurée. Les fonction-

moyenne de la vie – indice certain de civilisation selon Gaston Bouthoul – baissait; la croissance économique ralentissait dramatiquement par rapport à l'Occident, en raison surtout de l'effort démesuré dans le domaine des armements. Le fait demeure néanmoins qu'une puissance intacte au point

L'Armée Rouge au 1.1.1990

Hommes	3 993 000 ¹
Chars de combat	63 900 ²
Véhicules blindés	76 520
Pièces d'artillerie	66 880 ³
Hélicoptères	4 014
Avions de combat	82 074

¹ dont 627 000 en dehors de l'URSS

² dont les PT-76

³ lance-fusées multiples, canons, obusiers blindés, lance-mines

naires restent en place; ils ont simplement changé de couleur politique ou s'abstiennent de se réclamer de l'ancien régime. A cela s'ajoute la resurgence d'intérêts, de revendications, de passions ethniques et nationalistes. La situation est effectivement insolite et elle comporte des risques.

Contrôle collectif des crises

Généralement, disait l'éminent juriste bâlois Max Imboden, on se laisse guider par des données qui appartiennent déjà au passé. Dans le contexte de la crise à l'Est, on approche les problèmes avec des conceptions qui datent du temps où l'Union soviétique existait et que les réalités d'alors avaient largement influencées. Ainsi croit-on que des négociations complexes, menées au sein d'organisations comme l'ONU ou la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), sont un moyen adéquat pour résoudre de tels problèmes.

Or, les résultats de ces négociations sont a priori peu ou pas contraignants pour les parties engagées dans un conflit, parce qu'il n'y a pas d'instances qui ait la volonté ou le pouvoir d'imposer les solutions retenues. Les opérations conduites au nom de l'ONU contre l'Irak, d'abord convaincantes, aboutissant finalement à un succès partiel, voire à un demi-échec, devraient, une fois de plus,

faire apparaître les limites du contrôle collectif des crises.

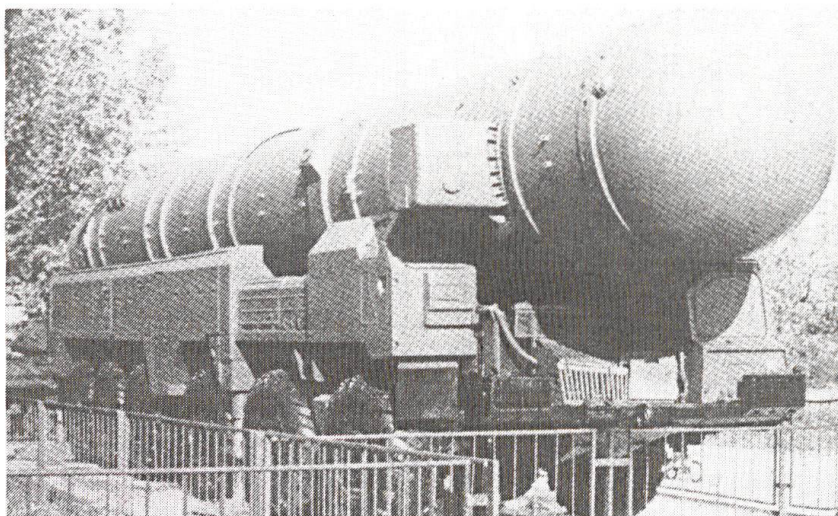
Celles-ci sont déterminées par les décisions d'une ou plusieurs puissances disposées et capables d'intervenir « manu militari », et ce sont des intérêts nationaux ou la perception interne de ces intérêts qui décide de l'intervention ou de l'abstention. Sans la volonté américaine, l'ONU n'aurait fait la guerre ni à la Corée du Nord en 1950, ni à l'Irak en 1991.

Aussi ne saurait-on s'étonner de l'inefficacité des interventions de la CSCE ou de l'ONU dans des conflits comme ceux qui opposent l'Azerbeïdjan à l'Arménie, les Serbes aux autres peuples de l'ancienne Yougoslavie. L'invitation adressée par les Etats-Unis à la Turquie d'exercer son influence dans le sud de l'ancienne URSS, qu'habitent des peuples turcs musulmans,

le confirme dans un certain sens.

Que signifie « fin de la guerre froide » ?

Une interprétation erronée des événements et des faits rend difficile la compréhension des changements intervenus ou encore en cours, de leurs conséquences, ainsi que l'élaboration de mesures propres à remédier à une situation instable. On dit au public, depuis 1989, que la guerre froide est terminée; on suggère ainsi que deux adversaires équivalents, responsables au même degré de ce qui s'est passé, ont mis bas les armes. Ce qui importe, ce n'est pas seulement que la guerre froide soit effectivement finie, mais qu'une puissance impérialiste, l'Union soviétique dominée par le parti communiste, ait dû mettre fin à son offensive dirigée contre les démocraties.



Un SS-25, équipé d'une seule tête nucléaire. Au début 1993, ce système d'arme est encore fabriqué...

Au cours de la confrontation Est-Ouest, certains ont régulièrement rendu l'Occident co-responsable de cet état de fait, attribuant la responsabilité de la course aux armements avant tout aux Américains; ils expliquaient l'effort militaire démesuré des Soviétiques par un légitime besoin de sécurité; ils préconisaient des réductions unilatérales des armements occidentaux et propageaient la théorie de la convergence des systèmes: socialisme et capitalisme se rapprocheraient pour, finalement, se ressembler comme des frères jumeaux.

Il n'est pas étonnant que ces gens déforment aujourd'hui la vérité historique. Certains propos tenus lors du décès de M. Willy Brandt, ancien chancelier de la République fédérale allemande, en témoignent! Sa politique d'ouverture et de détente, vis-à-vis de l'Union soviétique de Leonid Brezhnev soulignons-le, aurait considérablement contribué à surmonter la division de l'Allemagne et de l'Europe, à rétablir la souveraineté des nations de l'Europe de l'Est et à faire disparaître la puissance militaire soviétique.

Rappelons que M. Brandt déclarait en 1981, revenant d'une visite chez le président du Soviet suprême, secrétaire général du Parti communiste et maréchal de l'Union soviétique, que Leonid «Breshnev tremble pour la paix»; Brandt tentait ainsi de dissuader l'OTAN de poursuivre sa politique



de réarmement nucléaire auquel elle s'était vu forcée par la mise en place, par les Soviétiques, des fusées à moyenne portée SS-20...

On ne devrait pas oublier ceux qui, pendant la guerre froide, ont régulièrement fait preuve de manque de jugement, donné de mauvais conseils, recommandé aux pays occidentaux une politique de faiblesse et d'abandon. Ce sont les mêmes, les socialistes et les pacifistes, qui prouvent aujourd'hui leur incompétence ou leur mauvaise foi en invitant, comme par le passé, les démocraties occidentales à réduire de façon massive leur effort de défense, en Suisse, à renoncer en fait à l'aviation militaire et à abaisser les dépenses militaires de 50%.

Conclusions

L'Europe de l'Ouest et les nouvelles démocraties de l'Est se trouvent confron-

tées à des incertitudes graves qui devraient les inciter à agir avec la plus grande prudence.

On devrait éviter de fonder des espoirs exagérés concernant l'efficacité des actions d'organisation internationales comme l'ONU et la CSCE pour rétablir la paix, protéger des pays ou des groupes ethniques. Ni l'une ni l'autre ne parvient à faire cesser les combats, avant que quelques puissances ne soient disposées à intervenir avec des moyens militaires adaptés à la mission et à la situation.

Il s'agit aussi d'oublier des notions et des sentiments que quarante années d'immobilisme dans les relations entre l'Est et l'Ouest ont fait naître. Si chacun sait que les choses ne sont plus ce qu'elles étaient, beaucoup n'ont toujours pas compris que la crise du régime soviétique et ses répercussions au niveau

international n'ont pas inauguré une ère de paix et de tranquillité, mais une phase d'instabilité lourde de menaces. C'est bien plus à l'état des relations inter-étatiques prévalant entre 1920 et 1938 qu'il faudra désormais se référer qu'à la situation figée de la période d'après 1945.

Le prix, qui permettra de remettre en état les pays ruinés par le socialisme, sera élevé. Les nations occidentales ont tout intérêt, elles en sont plus ou moins conscientes, à participer efficacement à cette tâche écrasante.

En matière de politique de sécurité, de stratégie, des conclusions réalistes sont tout aussi importantes, mais moins reconnues et acceptées. D'abord abandonner l'illusion que nourrissent nombre d'hommes politiques, dont les médias se font inévitablement l'écho: une «architecture de la paix» pourrait facilement


être réalisée en Europe. Il serait plus honnête de parler de la nécessité d'assurer la sécurité en Europe.

Faire preuve de prudence au niveau militaire, par conséquent créer les conditions qui permettront de faire face aux défis qui pourraient se matérialiser dans les années à venir, afin de pouvoir agir ou réagir à temps. Le maintien de la dissuasion nucléaire, avec des moyens évidemment

adaptés aux circonstances nouvelles, constitue une condition première, vu «l'atmosphère de prudence essentiellement stabilisatrice» (général Beaufre) qu'elle engendre et qui a tant profité à l'Europe occidentale, durant de nombreuses années, plus particulièrement durant la crise du système soviétique.

D. B.





UNION SUISSE ASSURANCES

L'assurance d'être compris

Siège social
Rue de la Fontaine 1
1211 Genève 3
Tél. 022/21 01 65